

# Réseau N°87

MODERNISEZ ENSEMBLE LES DÉCLARATIONS SOCIALES

## Net-entreprises : Dématérialisation rime avec Normalisation



### La Une

La normalisation est une méthode rigoureuse, de juste définition des données à partir des systèmes « sources », impliquant un dialogue avec tous : État, organismes, éditeurs, entreprises, cabinets.

Les systèmes DSN et PASRAU sont construits avec cette approche de normalisation « sémantique » des données. L'appellation « norme » antérieurement usitée pour la DADS-U était trompeuse car c'était en fait une structuration informatique des données de chacun, dans un véhicule unique, mais qui portait les mêmes données en différents endroits avec des appellations différentes.

Le paradigme de construction est désormais inversé : c'est le sens de la donnée source qu'il faut déterminer et utiliser de manière partagée. Si cette évolution est largement enclenchée avec la DSN, la prise en compte des éléments de référence pour que chacun s'approprie cette transformation n'est pas encore suffisamment installée. La mise en place d'une documentation de référencement et de définition des données du champ social constitue un objectif partagé, via un « référentiel des données sociales ». Il permettra de valoriser ce riche patrimoine de données, pour répondre aux nombreux enjeux d'usage directs et indirects. Des travaux sont ouverts en ce sens, à plusieurs niveaux, car c'est bien par la compréhension de tous que le juste usage automatisé pourra s'envisager.

**Élisabeth Humbert-Bottin**  
Directeur Général du GIP-MDS



### Édito

L'histoire de Net-entreprises naît en 2000 d'une promesse d'innovation : dématérialiser les déclarations sociales, grâce à la création d'un portail d'entrée unique et sécurisé, regroupant plusieurs formalités déclaratives. Cette dématérialisation a lancé les tout premiers travaux autour de l'unification des données et a posé les bases de la mutualisation. De nombreuses déclarations sont ajoutées au fil des ans et le portail devient un vecteur d'accélération de la dématérialisation des démarches.

En 2008, le seuil du million d'entreprises inscrites est dépassé. L'échelle industrielle est atteinte et va permettre la création de la DSN en 2012. C'est alors une révolution, car il ne s'agit plus de dématérialiser des déclarations, mais bien d'inverser totalement la logique en partant du processus de paie.

Aujourd'hui, le flux DSN remplace 70 procédures. De même, en 20 ans, les services agrégés sur le portail commun ont dépassé le périmètre purement déclaratif, pour proposer un véritable bouquet de services aux déclarants et aux organismes. Cette consolidation numérique a supposé d'importants travaux de coopération, de mutualisation et de normalisation. Toutes ces réalisations marquent aussi la réussite du collectif réuni sous la bannière Net-entreprises.

**Éric Hayat**  
Président du GIP-MDS



**NET-ENTREPRISES-FR**  
GIP Modernisation des déclarations sociales

URSSAF - AGIRC-ARRCO - CNAV - CNAM - CNAF - PÔLE EMPLOI  
UNÉDIC - MSA - CIBTP France - CS - CRPCEN - CTIP - FRANCE ASSUREURS  
MUTUALITÉ FRANÇAISE - CRPNPAC - CPRPSNCF - CMIEG - CAMIEG - ENIM  
CAVIMAC - CNBF - CDC - RAEP - IRCANTEC - CNRACL - CFTD - CPME  
CGT - CGT-FO - CNOEC - FNSEA - MEDEF - NUMEUM - UNAPL - U2P

# Le GPEBE en 2022 : des échanges constructifs

**Le Groupe Permanent d'Expression des Besoins des Entreprises (GPEBE) apporte un éclairage « entreprises » sur les évolutions en cours. Bilan de l'année 2022, avec son président Stéphane Diard.**

## Quels sont les principaux sujets abordés en 2022 au sein du GPEBE ?

**Stéphane Diard :** Nous nous réunissons quatre fois par an, avec de très nombreux sujets abordés chaque fois. Cette année, il y a eu, entre autres, le mi-temps thérapeutique, qui sera d'ailleurs de nouveau abordé en 2023, l'attestation dématérialisée de Pôle emploi, le signalement FCTU (Fin de Contrat de Travail Unique), la PPV (prime de partage de la valeur), le congé paternité... En gros, toutes les évolutions qui ont vu le jour en 2022.

## Quel bilan tirez-vous de ces différentes sessions ?

**S.D. :** Le GPEBE, c'est le partage de nos pratiques et l'expression de nos besoins sur des sujets portés par les organismes sociaux ou le gouvernement. Nous apportons notre éclairage d'entreprises et d'utilisateurs, de manière constructive, pour déterminer si les projets sont praticables et en phase avec nos besoins. Ces sujets nous sont souvent présentés dans une version quasi-finale, menant parfois à des situations délicates. En effet, si la solution proposée ne correspond pas à nos pratiques, nous l'exprimons, ce qui peut être frustrant pour les porteurs du projet. Nous avons parfois la sensation d'endosser le mauvais rôle, mais c'est aussi le seul moment où nous pouvons délivrer nos attentes, et si le projet n'est pas praticable en l'état, nous devons le signaler car il en va de l'intérêt de tous.

Je tiens d'ailleurs à souligner la qualité des analyses faites par les membres du GPEBE, qui nourrissent des échanges très riches, certes parfois un peu animés, mais toujours très constructifs. C'est notre rôle de nous mettre à la place des entreprises, des déclarants et même des salariés, pour

estimer si le projet peut être mis en pratique dans notre quotidien. En cela, nous sommes un peu des agitateurs d'idées, mais c'est le cœur du GPBE et ce qui fait son intérêt.

## Avez-vous d'autres activités au sein du GPEBE ?

**S.D. :** Depuis 2022, nous réalisons aussi des bilans avec les organismes, afin d'évaluer la qualité des données transmises et de mieux comprendre comment ces dernières sont analysées et traitées par les organismes. Ces bilans sont d'un grand intérêt, car ils nous permettent de mieux envisager tous les bénéfices offerts par la DSN.

## Quelles sont vos attentes pour 2023

**S.D. :** J'appelle de mes vœux la mise en place d'un comité de normalisation, afin de pouvoir interagir plus en amont sur les projets, pour faciliter la prise en compte de nos besoins. L'idéal serait d'avoir, parmi ses membres, une personne habilitée à intervenir auprès du législateur, permettant ainsi de faire plus facilement bouger les lignes. Je souhaite également saluer ce fonctionnement par groupes de travail qui nous a permis, jusqu'à présent, de co-construire et d'avancer ensemble.



**Stéphane Diard**

Responsable du Secteur Paie et  
Administration du Personnel d'Arte  
G.E.I.E.

## Les entreprises peuvent rejoindre le GPEBE !

Le GPEBE réunit des entreprises de différents secteurs et de tailles variées. Ce panel représentatif permet de partager les analyses et les besoins de tous les secteurs d'activité, apportant ainsi un éclairage pertinent sur les sujets abordés. Rejoindre le GPEBE, c'est s'investir dans un projet innovant qui contribue à l'évolution des déclarations sociales et à la construction d'un bien commun, la DSN. Les entreprises qui le souhaitent peuvent rejoindre ce groupe.

# À l'écoute des besoins des entreprises

Les entreprises membres du GPEBE délivrent leurs points de vue et leurs attentes sur les évolutions marquantes de Net-entreprises et de la DSN.

## Témoignages



**Jean-Noël Debrabant**  
Responsable du Pôle SIRH, GSF

« Les services que j'utilise le plus sur Net-entreprises sont : TOPAZe, pour récupérer les taux d'imposition des nouveaux embauchés afin de pouvoir leur appliquer dès leur première paie ; je vais également consulter les fiches de paramétrages diffusées par les organismes complémentaires. Enfin, il m'arrive souvent d'aller consulter la base de connaissances Net-entreprises, qui est devenue une véritable base de référence des règles applicables en DSN. Ces services sont très pratiques et simples à utiliser. Côté DSN, ce qui était au départ une norme technique est devenue aujourd'hui bien plus que cela. Au-delà des gains permis, une de ses vertus est d'avoir changé notre manière d'envisager la paie. Cela nous a amené aussi à partager avec les autres entreprises et d'échanger avec les organismes et les éditeurs, notamment au sein du GPEBE, ce qui, pour nous, est très positif ! »



**Vincent Paugam**  
Responsable Coordination et Conformité Paie France, Carrefour

« Notre principale attente sur le portail Net-entreprises serait de pouvoir adapter son accès aux grands groupes comme le nôtre. En effet, nous gérons 49 sociétés et nous souhaiterions pouvoir accéder à l'ensemble de nos SIREN, sans avoir à nous reconnecter 49 fois. Globalement, je suis pour favoriser au maximum l'échange machine-to-machine via la DSN. Sur ce sujet, nous attendons

*l'intégration imminente des temps partiels thérapeutiques et espérons qu'elle sera source de gains importants en termes de gestion. La DSN est un formidable outil qui nécessite une collaboration étroite de tous les acteurs, avec un intérêt réciproque. C'est pourquoi les travaux que nous réalisons au sein du GPEBE sont très enrichissants. Ils nous permettent d'anticiper les évolutions, de faire part de nos remarques et de pouvoir échanger avec toutes les parties prenantes. C'est très constructif ! »*

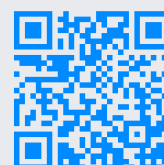


**Carine Hourlay**  
Responsable Post-Paie, Groupe Colas

« La DSN représente une très belle avancée et un gain de temps très important pour tous nos gestionnaires. Dans mon quotidien, j'accède au portail Net-entreprises essentiellement pour récupérer les taux AT/MP. L'extraction de l'ensemble des données via un fichier Excel facilite énormément mon travail, compte tenu de la volumétrie importante à gérer au sein de notre groupe. Cette volumétrie entraîne néanmoins quelques problématiques, notamment pour la mise à jour des droits d'accès, ou pour l'interrogation de modules tels que les retours IJSS qui sont limités à un certain nombre de SIRET. Les grandes entités, telles que la nôtre, doivent rencontrer les mêmes difficultés. Il serait intéressant de nous permettre une gestion plus fluide. Toutefois, nous sommes plutôt satisfaits d'avoir accès à de nombreux services grâce à ce portail unique. »

**Dernières évolutions de la DSN, quels retours d'expérience ?**

Retrouvez  
leurs témoignages  
en vidéo ici :



# Fin de la DUCS : l'esprit start-up était déjà présent

**En 2022, la DUCS (Déclaration Unifiée de Cotisations Sociales) s'est arrêtée définitivement sur le portail net-entreprises.fr. Retour sur cette déclaration emblématique qui a posé les bases du travail collectif par les membres du GIP-MDS.**

La DUCS permettait aux employeurs de remplir quatre déclarations en une seule démarche. Ce n'était pas une déclaration unique, mais une Déclaration Unifiée pour les cotisations sociales obligatoires auprès de l'Urssaf, de Pôle emploi, de l'Agirc-Arrco, du CTIP et du CIBTP. Elle permettait, à la suite, d'effectuer les règlements correspondants. Elle a fait partie des premières déclarations dématérialisées, accessibles sur net-entreprises.fr en 2002.

Alain Périé\*, le directeur du projet à cette époque, se rappelle : « *La DUCS existait alors en format papier, mais il ne s'agissait pas seulement de numériser et mettre en ligne le formulaire. Si l'on voulait simplifier la vie des entreprises, il était nécessaire d'étudier l'ensemble des données demandées et de s'interroger sur l'utilité ou la redondance de certaines d'entre elles, en vue de les rationaliser.* »

Une collaboration étroite se met en place entre le GIP-MDS et les organismes concernés, afin d'unifier au maximum leurs formulaires au sein de cette déclaration. S'assurer qu'une même donnée n'est pas demandée plusieurs fois aux entreprises et s'accorder sur une définition unique pour chaque élément mentionné, avec toujours cet objectif de simplifier les démarches pour les déclarants. Sans le savoir, c'étaient les prémices de la normalisation.

## L'esprit start-up

À cette époque, le GIP-MDS vient d'être créé pour mettre en place le portail net-entreprises.fr. Ce sont les débuts d'Internet. Les équipes, peu nombreuses, fonctionnaient déjà en mode start-up, avec une certaine agilité dans la gestion de projets, ce qui ne s'est pas démenti depuis. La DUCS va jeter les bases de l'apprentissage du travail collectif et de la mutualisation. « *Il a fallu mettre en place toute l'organisation avec les organismes, définir leurs besoins, établir les spécifications, à la fois en lien avec le portail et pour élaborer les flux vers les différents organismes, connecter les différents systèmes d'information entre eux... Les challenges étaient nombreux mais enthousiasmants à relever !* », s'exclame Alain Périé.

Ce travail riche et novateur, qui portait sur des données agrégées, a constitué une prémisse sur le chemin de la

normalisation, engagée ensuite à grande échelle sur le nominatif avec la DSN. De fait, la DUCS et la DSN ne sont pas comparables. La DUCS était structurée pour répondre aux besoins des organismes tels qu'ils les avaient prédéfinis. La DSN va inverser le processus en partant de la paie pour irriguer directement les organismes. La DUCS a été substituée par la DSN dès 2015, tout en restant accessible sur net-entreprises.fr pour les établissements hors périmètre DSN. Depuis le 20 septembre 2022, la DUCS n'existe plus sur net-entreprises.fr. Le service déclaratif est maintenu sur urssaf.fr pour les cas particuliers qui ne sont pas pris en compte en DSN.

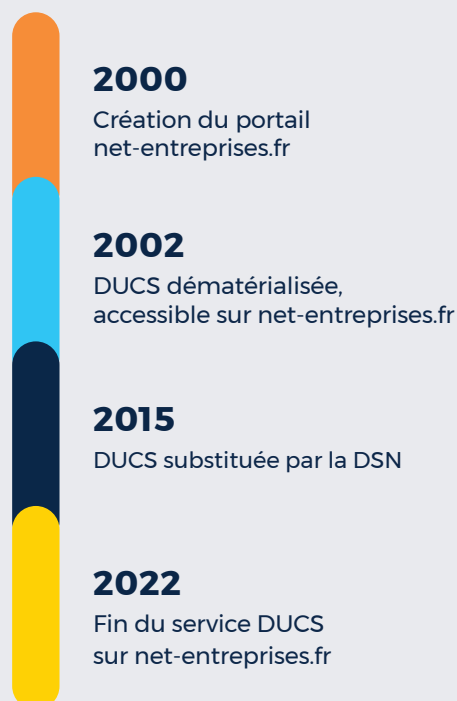


**Alain Périé**

Directeur du projet DUCS à son lancement

\*Alain Périé est aujourd'hui Directeur de programme interopérabilité au sein de la Direction Expertise, Innovation et International à l'ANS, l'Agence du Numérique en Santé.

## La DUCS en 4 dates





# SOLTéA, un dispositif innovant pour répartir le solde de la taxe d'apprentissage

**La plateforme digitale SOLTéA, a été créée dans le cadre de la réforme de la taxe d'apprentissage. Présentation avec Pierre-Sylvain Guély pour l'Urssaf et Philippe Brivet pour la Caisse des Dépôts.**

« Depuis 2022, les contributions légales de la formation professionnelle et de la taxe d'apprentissage sont collectées mensuellement par l'Urssaf et la MSA, via la DSN. Nous sommes dans la dernière phase de mise en œuvre de la réforme, avec la collecte de deux contributions annuelles : la contribution supplémentaire à l'apprentissage d'une part, qui sera collectée en avril 2023 et le recouvrement du solde de la taxe d'apprentissage, les 5 et 15 mai prochains qui sera déclaré sur la DSN d'avril 2023. L'intérêt est d'automatiser le processus de déclaration, de recouvrement et de versement aux établissements de formation, qui était jusqu'à présent hors DSN.

Désormais, le solde est déclaré via la DSN et le reversement est opéré par la Caisse des Dépôts, ce qui sécurise l'orientation des fonds. L'enjeu côté Urssaf est de collecter et de reverser les contributions à la Caisse des Dépôts le plus rapidement possible, afin que ces fonds puissent être ensuite transmis aux établissements bénéficiaires. Cela a nécessité un important travail préparatoire pour établir les différents flux d'informations entre nos organismes. Je tiens à souligner le très bon partenariat entre tous les acteurs du projet, qui a permis une mise en place efficace de cette réforme. »

« La Plateforme SOLTéA permet de simplifier l'affectation du solde de la taxe d'apprentissage par les entreprises. Ce portail présente deux accès distincts, l'un pour les établissements bénéficiaires, l'autre pour les entreprises contributrices. La connexion à leur espace privé est simple et sécurisée grâce à leurs identifiants Net-entreprises.

Début mai, l'accès sera ouvert aux établissements, pour qu'ils puissent vérifier leur présence sur la liste publiée, mettre éventuellement leurs données à jour et surtout indiquer leur BIC/IBAN afin de recevoir les fonds. De fin mai à début septembre, les entreprises pourront à leur tour se connecter au portail et choisir, dans la liste des établissements, ceux qu'elles souhaitent financer en leur affectant un pourcentage du solde.

La Caisse des Dépôts se chargera alors de reverser les fonds auprès des établissements désignés, en juillet puis en septembre. Les sommes qui n'auraient pas été attribuées seront réparties automatiquement, selon un algorithme en cours de définition, lors d'une campagne en octobre. Cette plateforme est facile d'usage pour les entreprises et donne une visibilité égale à tous les établissements. Elle permettra aussi aux pouvoirs publics d'avoir un meilleur suivi de l'affectation des fonds. »



**Pierre-Sylvain Guély**

Directeur de Projet des Transferts de Recouvrement, Urssaf



**Philippe Brivet**

Directeur de Projet Partenariats, Caisse des Dépôts



## Solde de la taxe d'apprentissage



### 2023 : les 3 étapes à connaître

#### → CALCULER

le montant dû au titre de la masse salariale 2022.



#### → DÉCLARER et PAYER

ce montant à l'Urssaf ou à la MSA via la DSN d'avril 2023 (5 ou 15 mai 2023).



#### → RÉPARTIR

vers le ou les établissements d'enseignement, les organismes d'insertion ou d'orientation professionnelle de votre choix via la plateforme SOLTéA à compter de fin mai/début juin 2023 jusqu'à septembre/octobre 2023.



# Nouvelle charte éditeurs : un engagement réciproque

**Zoom sur la nouvelle charte éditeurs, avec une interview croisée d'Emmanuel Prévost, Président de la SDDS, de Caroline Pereira, Cheffe du bureau du Recouvrement à la DSS et de Fleur Le Logeais, Directrice de l'Accompagnement et de la Qualité au GIP-MDS.**

## Pourquoi avoir construit une nouvelle charte éditeurs ?

**Caroline Pereira :** L'ancienne charte était obsolète, car elle datait de la généralisation de la DSN en 2017. Certains éléments n'étaient donc plus pertinents. Il fallait actualiser la charte, notamment par rapport à deux points importants : les jeux de tests réalisés par les éditeurs et l'usage des CRM normalisés pour automatiser les corrections par les logiciels de paie.

**Emmanuel Prévost :** Effectivement, depuis 2017, le périmètre de la DSN s'est élargi, de nombreux éditeurs ont rejoint le système et les échanges se font de plus en plus en EDI. Cela nécessitait de revoir la charte pour s'assurer qu'elle soit conforme à la fois aux principes directeurs de la DSN, mais aussi aux pratiques des déclarants.

**Fleur Le Logeais :** De fait, la charte éditeurs, c'est la formalisation d'un engagement mutuel. D'un côté, DSS et OPS s'engagent à fournir le plus en amont possible les éléments pour que les éditeurs puissent les développer dans les délais impartis. De l'autre, les éditeurs s'engagent à respecter les exigences de la norme et des fiches consignes l'explicitant.

**C.P. :** L'autre point important, c'est que la DSN est un projet communautaire et nous sommes attachés à cette dimension collaborative. En ce sens, cette nouvelle charte clarifie les engagements, en explicitant la réciprocité entre éditeurs et Organismes de Protection Sociale, les OPS.

**F.L.L. :** Pour formaliser cet engagement, nous publions sur notre site la liste des éditeurs qui signent la charte. Cette visibilité leur permet de montrer que leurs logiciels s'inscrivent dans une démarche qualité.

**E.P. :** Les éditeurs qui font de la DSN s'engagent à respecter le cadre défini par la charte, qu'ils la signent ou non. Certains ne peuvent pas la signer pour des raisons internes ou juridiques. Toutefois, beaucoup s'engagent en signant la charte, et un éditeur qui ne l'aurait pas signée, la respectera tout de même.

## Quels sont les objectifs et les résultats attendus ?

**F.L.L. :** L'objectif premier reste la qualité des données. C'est aussi un levier qui nous assure des contacts efficaces, avec qui nous travaillons au long cours.

**E.P. :** Effectivement, produire des données fiables et de qualité. Pour cela nous devons travailler encore plus en amont avec la DSS, le GIP-MDS et les OPS, afin de délivrer les bonnes consignes dans les meilleurs délais.

**C.P. :** Nous partageons ces objectifs, et cette charte crée les bonnes conditions avec les éditeurs pour que les évolutions soient bien prises en compte. Afin de pouvoir travailler le plus en amont possible, nous sensibilisons au maximum chaque administration pour qu'elle tienne compte des implications techniques de la DSN dès la rédaction d'une nouvelle évolution.



**Caroline Pereira**

Cheffe du bureau du Recouvrement à la DSS



**Emmanuel Prévost**

Président de la SDDS



**Fleur Le Logeais**

Directrice de l'Accompagnement et de la Qualité au GIP-MDS

## DSN : les évolutions phares de 2023 (1/2)

### Cotisations CRPCEN

Désormais recouvrées par les Urssaf

### CRM Normalisés

Ces Comptes Rendus Métiers seront intégrés de façon automatique dans les logiciels de paie et transmis aux entreprises pour :

- Effectuer des contrôles relatifs au recouvrement des cotisations Urssaf
- Fiabiliser les identités des salariés, à partir de mi-2023

### Intégration des détenus travailleurs

# Déclarant et Déclaré : un lien direct, des rôles distincts (1/2)

**À la création du portail net-entreprises.fr, le terme « entreprise » recouvrait deux notions différentes, à savoir l'employeur redevable des formalités, et la structure en charge de réaliser ces formalités pour l'entreprise redevable. Le lien entre les deux a évolué au fil du temps.**

Afin de distinguer clairement ces différents rôles, le portail proposait, à ses débuts, une gestion de portefeuille : il fallait connaître, avant tout, ceux qui étaient en charge de réaliser les formalités, nous les avons donc nommés « **Déclarants** ». Mais ces formalités sont en lien avec une entreprise redevable, que nous appelons « **Déclarés** ». Ainsi, sur net-entreprises.fr, le « Déclarant » devait gérer dans des portefeuilles les liens avec ses « Déclarés ».

Avec l'arrivée de la DSN est apparue la notion de mandat implicite. Dès lors qu'un « Déclarant » déclare des « Déclarés », il est réputé avoir le droit de le faire. Il doit, bien sûr, à son niveau détenir la preuve qu'il a ce droit par un mandat de son client, mais il n'a plus à situer explicitement les liens, ceux-ci sont déduits à partir des DSN reçues. Ainsi, dès qu'un « Déclarant » envoie des DSN pour des SIRET déclarés, il est considéré de fait, comme étant le « Déclarant » de ces « Déclarés ».

## Une clarification des rôles

Avec la montée en charge très significative du machine-to-machine, le besoin de référencer les « Déclarants » a changé de nature. Avant, il devait être inscrit pour faire ses dépôts, et

il voyait tout de suite si ça ne marchait pas car il se connectait. Désormais, le « Déclarant » doit bien sûr toujours être inscrit pour des motifs évidents de sécurité et confidentialité, mais ces éléments sont véhiculés dans un message technique transparent pour l'utilisateur.

Cette clarification des rôles entre « Déclarant » et « Déclaré » doit apparaître clairement lorsque les organismes contactent les entreprises : s'il s'agit de s'adresser à celui qui a complété la DSN et qui fait la paie, le bon interlocuteur est le « Déclarant ». Par contre, si la responsabilité juridique de l'employeur est en jeu, il faut alors bien cibler le « Déclaré ». Cependant, dans la mesure où cette responsabilité peut induire des impacts en paie et en DSN, il est indispensable que le « Déclarant » en soit également informé. Le renforcement de la qualité ne pourra intervenir que si l'intimité de ce lien est préservée, car des actions envers le « Déclaré » sans que le « Déclarant » ne soit associé, ne se traduiront pas par des progrès.

Afin d'approfondir ce vaste sujet et de comprendre comment les rôles de « Déclarant » et de « Déclaré » ont pris de plus en plus d'importance sur des registres distincts, des exemples seront présentés dans le prochain numéro de la Lettre Réseau.

## DSN : les évolutions phares de 2023 (2/2)



### Simulateur de calcul Bonus-Malus

La mise en place de ce simulateur, début 2023, va permettre aux employeurs d'anticiper au plus près leur taux de contribution d'assurance chômage.



### Refonte du tableau de bord DSN

Des travaux d'optimisation du parcours utilisateurs sur Net-entreprises sont en cours.



### Contrat Engagement Jeune

La DGEFP va utiliser des données DSN sous forme d'indicateurs anonymisés à des fins de pilotage du dispositif « Contrat Engagement Jeune ».



### Prise en compte des temps partiels thérapeutiques

À partir des DSN mensuelles dans le périmètre des arrêts de travail



### Transfert CFPTA (Taxe d'apprentissage) et mise en place de SOLTéA

(Voir article p.5)



### Net social en DSN

La déclaration du montant net social en DSN peut se faire via la réquisition d'une valeur de réserve en bloc Rémunération pour les déclarants volontaires. Il s'agit de mettre en œuvre des mesures de contrôle et de fiabilisation en amont de l'entrée en vigueur des réformes de la prime d'activité et du RSA.

# Beau succès pour les Rencontres Extra !

**Les Rencontres Extra sur le thème du « Carrefour numérique de la protection sociale », ont eu lieu partout en France, au dernier trimestre 2022. Suite de notre bilan commencé dans la Lettre Réseau 86 avec deux nouveaux témoignages en région.**

## Témoignages

**Alain Belaid**

**Animateur Comité Régional PACA Corse**  
Conseiller enquêteur sur le compte professionnel de prévention, Carsat Sud Est

« Le Comité Régional Corse a organisé un webinar le 14 décembre et je tiens à souligner la forte mobilisation de ses principaux membres : les CPAM de Haute-Corse et de Corse-du-Sud, l'Urssaf, Pôle emploi, la Direction des Risques Professionnels et de l'accompagnement social et la Direction Retraite de la Carsat Sud-Est. La Direction Régionale des Finances Publiques Corse était également présente. Les participants étaient des experts-comptables, des DRH, des collectivités de la Fonction publique et des TPE/PME. La DSN et ses évolutions réglementaires ont été au cœur des échanges. Comme le permettait le support conçu par le GIP-MDS, nous avons fait le lien entre la DSN et le départ à la retraite, par l'alimentation du relevé de carrière. Ce point a vraiment suscité l'intérêt des participants. Ces derniers, très demandeurs d'actualités sur la DSN, étaient très satisfaits et ont apprécié la pluralité des intervenants. Cela représente bien la DSN, une procédure unique pour tous les partenaires. Le Comité Régional Corse est assez récent, puisque mis en place en 2019. Grâce à la forte implication de ses membres, nous unissons nos actions et nous tissons des liens, qui nous sont très utiles dans nos métiers et dans nos relations avec les entreprises. »

**Nicolas Sicard**

**Animateur Comité Régional Midi-Pyrénées**  
Coordonnateur de la Relation de Service, Urssaf Midi-Pyrénées

« Pour notre événement qui s'est tenu le 15 novembre, nous avons choisi d'organiser un Club Utilisateurs, en présentiel, dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Blagnac. Cette rencontre était animée par le Comité Régional Midi-Pyrénées au sein duquel l'Urssaf, les CPAM de Haute-Garonne, du Gers et du Tarn ainsi que la Carsat sont particulièrement investis. Nous avons réuni un panel d'entreprises représentatif de l'activité économique de notre région : Airbus, Tisséo, des clubs sportifs emblématiques comme le Stade Toulousain, le Castres Olympique, et le Toulouse Football Club, mais aussi la Clinique Pasteur, ainsi que des syndicats professionnels qui ont une forte capacité à fédérer. Après une introduction sur les actualités techniques et réglementaires, nous avons créé des ateliers pour co-construire l'avenir du Club Utilisateurs. L'occasion pour les participants d'exprimer leurs attentes vis-à-vis du collectif et de vivre un moment d'échanges et de partage d'expériences. L'action du Comité Régional Midi-Pyrénées en 2023 sera centrée sur la concrétisation des propositions formulées au sein du Club Utilisateurs. C'est un vrai plaisir d'animer un tel collectif marqué par le sens de la coopération, de la proactivité et de l'échange d'expériences. »



« Le Comité Régional Midi-Pyrénées en plénière »



« Atelier Club Utilisateurs Midi-Pyrénées »



« Echanges et partage d'expériences »